

COMMENT LA TROISIÈME ÉQUIPE DE LA DGSE A-T-ELLE PU FAIRE COULER... AUTANT D'ENCRE?

Le dénouement de l'affaire du Rainbow Warrior entre « fuites » et journalisme
« d'investigation »

Floran Vadillo

Nouveau Monde éditions | *Le Temps des médias*

2011/1 - n° 16
pages 100 à 117

ISSN 1764-2507

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2011-1-page-100.htm>

Pour citer cet article :

Vadillo Floran, « Comment la troisième équipe de la DGSE a-t-elle pu faire couler... autant d'encre? » Le dénouement de l'affaire du Rainbow Warrior entre « fuites » et journalisme « d'investigation », *Le Temps des médias*, 2011/1 n° 16, p. 100-117.

Distribution électronique Cairn.info pour Nouveau Monde éditions.

© Nouveau Monde éditions. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Comment la troisième équipe de la DGSE a-t-elle pu faire couler... autant d'encre ?

Le dénouement de l'affaire du *Rainbow Warrior* entre « fuites » et journalisme « d'investigation »¹

Floran Vadillo*

Le 10 juillet 1985, deux explosions successives envoient par le fond le *Rainbow Warrior*, navire amiral de l'association écologiste Greenpeace qui mouillait dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande, causant la mort du photographe portugais Fernando Pereira.

Le 12 juillet, la police néo-zélandaise arrête un couple de touristes suisses, les Turenge ; le 23 juillet, le couple est inculpé de meurtre tandis que le Premier ministre David Lange dénonce la participation « d'éléments étrangers » à l'attentat contre le vaisseau écologiste. La presse française ne marque qu'un faible intérêt pour un incident survenu à l'autre bout du monde, en plein cœur de la torpeur estivale, et n'y consacre que de maigres entrefilets².

Toutefois, en Nouvelle-Zélande, grâce aux différents indices retrouvés,

les investigations se tournent vers la France ; le superintendant de police Galbraith, en charge de l'enquête, prend contact avec la Direction Centrale de la Police Judiciaire et, le 6 août, dépêche deux inspecteurs à Paris. Parallèlement, un mandat d'arrêt international est lancé à l'encontre des quatre passagers du voilier *L'Ouvéa*, présents dans le pays au moment des faits.

À la DGSE, l'inquiétude croît, d'autant que les appels téléphoniques de Sophie Turenge (Dominique Prieur, de son vrai nom) impliquent directement le service et que le pouvoir politique, bien qu'informé³, ne met rien en œuvre pour protéger les deux officiers. Cette situation conduit un ancien nageur de combat de la DGSE à se rapprocher de Pascal Krop, journaliste à *L'Événement du Jeudi*, et à lui dévoiler la profession des Turenge afin que ces

* Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux.

derniers n'endossent l'entière responsabilité de l'affaire⁴. La même information parvient à *VSD*; les deux journaux préparent donc un article pour en divulguer la primeur. L'imminence de cette publication contraint François Mitterrand et Laurent Fabius à un inhabituel échange de courriers dans la nuit du 7 août, le Premier ministre obtenant qu'une enquête soit confiée à Bernard Tricot, conseiller d'État et ancien Secrétaire général de l'Élysée du général de Gaulle; il souhaite ainsi éclaircir le rôle du service de renseignement extérieur dans l'attaque contre Greenpeace.

Le fait divers néo-zélandais s'invite donc en France et, par l'action du pouvoir politique, devient une affaire de l'État avant de se muer progressivement en affaire d'État. De fait, la presse s'empare de la nouvelle et lui consacre un abondant traitement médiatique⁵.

Très rapidement, les journalistes acquièrent la conviction de l'implication de la DGSE sans véritablement parvenir à définir son rôle et son degré de culpabilité; ils explorent diverses pistes sans qu'aucune n'emporte la conviction. La presse enquête, dépêche à grands frais des envoyés spéciaux en Nouvelle-Zélande, mais, en fin de compte, s'abîme dans des spéculations invérifiables assorties de quelques révélations⁶.

Au sein de la presse quotidienne, les rôles habituels sont tenus: *Le Quotidien de Paris* fait montre d'une intense activité éditoriale critique à laquelle répond *Le Matin*, en fervent défenseur du

gouvernement; *Le Monde* demeure le premier journal d'information suivi par *Libération* et, dans une moindre mesure, *Le Figaro* et *L'Humanité* (ce dernier distille une critique acide); enfin, *La Croix* suit cette affaire avec plus de distance⁷.

Le 26 août, Bernard Tricot remet son rapport au Premier ministre; ses conclusions sont sans appel et reprises par Laurent Fabius lors d'une conférence de presse: la DGSE effectuait une simple mission de surveillance, son innocence rejailit sur le Gouvernement.

Mais la presse est déçue, elle s'était persuadée d'une plus grande implication du service et ne se résout pas à cette version de l'histoire⁸; néanmoins, à l'instar des enquêteurs néo-zélandais, elle ne parvient à forger un scénario crédible puisqu'il apparaît que ni les passagers du voilier *L'Ouvéa*, ni les Turenge n'ont eu matériellement l'opportunité de poser les bombes. D'arme au service du gouvernement, le rapport se métamorphose en arme à double tranchant, voire en bombe à retardement; la presse s'anime, palliant ainsi les hésitations (qu'elle dénonce) de l'opposition. Mais cette attitude est éphémère et le nombre d'articles consacrés à l'attentat contre le *Rainbow Warrior* décroît considérablement en quelques jours; désormais, les journalistes considèrent le 4 novembre (date de l'audience publique des Turenge en Nouvelle-Zélande) comme la prochaine étape décisive⁹. Au Gouvernement, la tension diminue, Charles

Hernu ne se départit pas de son assurance et, à l'Élysée, le directeur adjoint du cabinet présidentiel, Gilles Ménage, adresse une note au Chef de l'État soulignant cet apaisement inespéré¹⁰. Le pouvoir en vient à penser que « *faute de carburant, la machine journalistique s'arrêtera*¹¹ » et que des négociations diplomatiques avec la Nouvelle-Zélande permettront de résoudre le conflit en toute discrétion (des précédents juridiques cités par les médias nourrissent sans doute cet espoir); c'était sans compter sur la casualité qui vint attiser l'opiniâtreté d'Edwy Plenel.

En effet, le 17 septembre, alors que l'intérêt médiatique commençait à s'éteindre¹², un article d'Edwy Plenel et Bertrand Le Gendre affirme que « le Rainbow Warrior aurait été coulé par une troisième équipe » de la DGSE. Immédiatement, la presse se déchaîne et, face à la tourmente, Laurent Fabius obtient la démission de Charles Hernu et le limogeage de l'amiral Lacoste, le directeur général du service incriminé. Pendant une semaine, ces victimes expiatoires ne satisferont guère la presse qui tournera ses interrogations accusatrices vers le Premier ministre et le Président de la République; une déclaration télévisée du premier et une intervention du général Imbot, nommé en remplacement de l'amiral Lacoste, mettront un terme inattendu à l'agitation médiatique¹³.

Toutefois, le dénouement de l'affaire du *Rainbow Warrior* ne va pas sans soulever quelque étonnement; en effet, comment une conjecture (la troi-

sième équipe) et un conditionnel (aurait été coulé) peuvent-ils entraîner la chute d'un ministre et la reconnaissance de la culpabilité de la France? Ce questionnement conduit *in fine* à s'intéresser à la nature et l'origine de l'information publiée, au fonctionnement de la presse et, en particulier, à la personnalité d'Edwy Plenel.

La troisième équipe : le chaînon manquant ?

Le 17 septembre 1985, Edwy Plenel signe ou cosigne trois articles : avec Bertrand Le Gendre, il dévoile la primeur de la troisième équipe; seul, il étudie la ligne de défense de Charles Hernu et évoque un « chaînon manquant » pour caractériser la découverte publiée en une du *Monde*. Or, si l'on s'en tient aux informations déjà délivrées par les médias, la troisième équipe n'a pas de consistance puisqu'elle vient s'ajouter aux Turenge, aux passagers du voilier *l'Ouvéa*, au lieutenant-colonel Dillais et à Christine Cabon¹⁴; il s'agit donc d'une cinquième entité connue si l'on conçoit l'organisation de cette mission comme scindée en différents groupes (démarche que l'amiral Lacoste rejette et qui ne correspond pas à la réalité humaine de l'opération¹⁵). Le terme résonne comme l'élément d'une réclame, une pure invention logique (la seule possible, en définitive) satisfaisant des journalistes et des rédactions lancés dans la quête désespérée et coûteuse des poseurs de bombes depuis

plusieurs semaines ; un slogan imposé grâce à l'incroyable force de conviction du *Monde* d'alors car « *on imagine mal que le quotidien joue toute sa crédibilité et sa réputation sur une information qui ne serait pas certaine*¹⁶ ». La qualité du journal permet de certifier la fiabilité d'une information qui en manque¹⁷.

Par ailleurs, ce scénario où des adjuvants posent les bombes a déjà été décrit tant par Roger Faligot le 12 août¹⁸ que par Pascal Krop le 15 août¹⁹. Mais à cette période de l'affaire, les journalistes n'avaient pas besoin d'une évidence, leur frustration n'était pas encore suffisamment importante, le rapport Tricot devant dévoiler la vérité. En outre, ces deux articles prouvent que cette supputation fleurit depuis quelques semaines déjà lorsqu'Edwy Plenel l'exploite.

Il faut, en la matière, se méfier des reconstructions *ex post* de journalistes amers de n'avoir eux-mêmes publié l'information²⁰ ; néanmoins il est indéniable que l'hypothèse d'une troisième équipe se répand dans de nombreux cercles ; à titre d'exemple, Gilles Ménage l'évoque dans une note au Président de la République en date du 22 août 1985²¹ ; selon l'ancien directeur du cabinet de François Mitterrand, un proche de l'entourage élyséen ayant eu connaissance de cette note s'en entretenait avec Claude Angeli qui publia sans grande conviction un entrefilet dans l'édition du *Canard Enchaîné* en date du 11 septembre²².

De son côté, Bernard Poulet, un journaliste qui travaillait alors au sein

de la cellule de presse à l'hôtel de Matignon, avance que le principe d'une troisième équipe a germé au cours d'une conversation entre lui-même, son collègue Jean-Gabriel Fredet et un militaire du cabinet²³.

La conjonction de ces éléments démontre que l'explication de la troisième équipe n'apparaissait point satisfaisante au cœur du mois d'août, dans l'attente du rapport Tricot ; elle ne devient « le chaînon manquant » qu'au moment où le traitement médiatique de l'affaire se réduit comme peau de chagrin, à la mi-septembre, soit près d'un mois après sa formulation approximative et une semaine après sa première évocation dans le fameux hebdomadaire satirique. Malgré le caractère miraculeux de cette solution, elle demeure opérante ; mais faut-il pour autant croire qu'il s'agisse d'une « *avance intellectuelle*²⁴ » à porter à l'unique crédit d'Edwy Plenel²⁵ ? Si tel est le cas, on peut en établir la genèse.

La genèse d'une « avance intellectuelle »

Avant le 17 septembre, Edwy Plenel publie dix articles dans *Le Monde* au sujet de l'affaire²⁶. Lorsque le journaliste rentre de vacances, le spécialiste des questions de défense, Jacques Isnard, est absent et Plenel assure donc le suivi de l'affaire²⁷ ; ses trois premiers articles explorent la « piste de l'extrême-droite » (sur les conseils d'Isnard²⁸). Sans véritablement abandonner cette piste, il pose la question de l'implication de Fran-

çois Mitterrand (articles des 15 et 16 août), avant de le dédouaner et de s'interroger sur celle de Charles Hernu. Les articles suivants comportent principalement une analyse de la situation politique et des faits en présence, mais aucune amorce de solution. Le 4 septembre, l'enquête menée par l'envoyé spécial du *Monde* à Londres permet à Edwy Plenel d'affirmer l'existence d'un lien entre les Turenge et les passagers de l'*Ouvéa*. Deux semaines passent sans que le journaliste ne publie un article avant son coup d'éclat du 17 septembre (dans l'édition du 18). Au cours de cette période Edwy Plenel aurait inventé l'expression de « troisième équipe » sans aucun apport extérieur, puis tenté de confirmer l'information auprès de ses sources²⁹. Cela lui permet d'alléguer qu'il se situe à l'origine de l'entrefilet du *Canard Enchaîné* du 11 septembre ; en effet, Claude Angeli l'aurait appelé afin de s'enquérir de l'avancement de son confrère, et Edwy Plenel aurait évoqué l'hypothèse d'une troisième équipe, information que son interlocuteur se serait empressé de publier³⁰. Mais comment croire qu'Edwy Plenel livre ce « chaînon manquant » (quand bien même éprouverait-il de sérieux doutes) au rédacteur en chef d'un journal concurrent en cours de bouclage ? En outre, Claude Angeli affirme n'avoir communiqué avec Edwy Plenel qu'après la parution du journal dont il s'occupait³¹ et nous avons précédemment évoqué l'origine de l'entrefilet publié.

Par ailleurs, E. Plenel ne publie aucun article après parution de l'information, prenant le risque que d'autres journalistes exploitent intelligemment ce qu'il dit être le fruit de ses réflexions. Étrange attitude, alors que la presse dans son ensemble « est entraînée dans une concurrence exacerbée³² ».

Enfin, on peut s'étonner qu'avec la profusion de sources citées par Bertrand Le Gendre et Edwy Plenel³³, les journalistes aient été dans l'impossibilité d'étayer leurs dires par des informations factuelles les jours suivants leur révélation ; ce que firent pourtant Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut dans un article de *L'Express* du 20 septembre³⁴, au grand soulagement du journaliste : « *L'Express nous a rendu un fier service en publiant le jeudi³⁵* ».

Cette gêne ressentie par Edwy Plenel en raison de l'absence de renseignements complémentaires s'éclaire si l'on s'intéresse aux sources étonnamment citées par le journaliste dans son article³⁶, ce que fit d'ailleurs abondamment la presse de l'époque : *Libération* et *Le Matin* remirent en cause leur fiabilité, le reste des journaux cherchant à découvrir qui de Laurent Fabius ou de Pierre Joxe avait fourni l'information au journaliste du *Monde*. En fin de compte, Pierre Joxe endossa malgré lui l'entière responsabilité de cette révélation, en raison des liens quasi amicaux tissés avec Plenel. Les journalistes interprétèrent cela comme la volonté joxienne de se débarrasser de Charles Hernu, devenu dangereux pour le Président de la République.

En 1997, dans un ouvrage consacré aux écoutes de l'Élysée³⁷, Edwy Plenel revient sur ses sources afin de dédouaner l'ancien ministre de l'Intérieur ; il évoque « *un interlocuteur prudent et réticent. Il n'était ni ministre, ni membre d'un cabinet ministériel*³⁸ » ; il le nomme le « Consul ». De manière indirecte, Plenel confesse avoir menti sur la pluralité de ses sources dans l'article du 17 septembre³⁹.

En 2003, Pierre Péan et Philippe Cohen affirment que le Consul correspond en réalité à Pierre Verbrugghe, alors Directeur général de la Police nationale, sans développer davantage cette assertion⁴⁰. Cette information a en réalité germé dans l'esprit de Gilles Ménage qui s'en est ouvert à Pierre Péan ; ensemble, les deux hommes percèrent la clef littéraire du pseudonyme⁴¹.

Cinq ans plus tard, l'information est reprise par le biographe d'Edwy Plenel, Laurent Huberson, qui ne livre pas plus de détails⁴². Finalement, c'est un livre de témoignage de Georges Marion, publié à la même époque, qui permet d'avancer plus loin dans la déduction ; le journaliste raconte que l'information fut délivrée à Plenel et lui-même au cours d'un dîner, le 13 septembre 1985, par un interlocuteur unique ; ce dernier « *n'avait aucune responsabilité dans cette affaire, ni dans toutes celles que traitait la DGSE. Mais [...] sa haute fonction, à équidistance entre l'Élysée, le ministère de l'Intérieur et la Préfecture de Police de Paris, faisait de lui l'une des rares personnes en mesure de savoir*⁴³ »

(cette description correspond bien aux fonctions d'un DGPN) ; il évoque sa jeunesse plus fantasque que son rôle officiel⁴⁴, or Pierre Verbrugghe avait fréquenté les très remuantes jeunesses SFIO dans l'après-guerre⁴⁵.

Par ailleurs, Edwy Plenel, Georges Marion et Pierre Verbrugghe entretenaient de bonnes relations⁴⁶, et le préfet connaissait la réalité de l'implication de la DGSE (cf. nos développements précédents) ainsi que l'expression de « troisième équipe » en raison de sa très étroite collaboration avec Gilles Ménage⁴⁷.

Les motivations de Pierre Verbrugghe, nul ne les connaît, seules demeurent des supputations : a-t-il été guidé par son sens de l'État⁴⁸ ou son attachement pour le Président de la République⁴⁹ ? Existe-t-il d'autres motifs ? Personne ne peut y répondre, d'autant que le préfet refuse d'évoquer sa carrière passée.

Edwy Plenel, en revanche, affirme n'avoir œuvré que dans l'intérêt des agents prisonniers en Nouvelle-Zélande, agents qu'il juge avoir innocents⁵⁰ ; or, les Turenge étaient inculpés du chef d'accusation de *murder*, et la simple preuve de leur complicité dans l'attentat leur faisait encourir la peine maximale. L'enquête des Néo-Zélandais ne permettait pas d'établir cette complicité⁵¹ ; Edwy Plenel prit donc un risque que l'on espère calculé, reposant sur l'espérance d'aveux gouvernementaux (à rebours de l'attitude du pouvoir politique dans l'affaire) et sur l'habileté de maître Soulez-Lari-

vière, l'avocat des Turenges, lequel obtint effectivement la requalification des poursuites (de *murder* à *manslaughter*, soit homicide involontaire)⁵².

En substance, le dénouement de l'affaire du *Rainbow Warrior* apparaît édifiant à bien des titres car Edwy Plenel a malmené la vérité à plusieurs reprises : concernant la pluralité de ses sources, le travail d'enquête réalisé pour publier l'information⁵³, et certainement ses motivations ; car le journaliste menait avant tout un combat politique contre le mitterrandisme, contre les pouvoirs en place. « Sauver » les agents ne le désintéressait pas, déstabiliser le pouvoir d'État l'occupait prioritairement, transformant pour ce faire la presse en juge du politique, dernier « *recours pour les citoyens*⁵⁴ », sans que quiconque ne soit pourtant en mesure de contrôler ce censeur autoproclamé⁵⁵.

Par ailleurs, grâce à cette révélation, Edwy Plenel a assis sa position au sein du journal, posant un jalon déterminant pour la suite de sa carrière ; mais *Le Monde* a également retiré des bénéfices notables de cet article. Si André Fontaine manifesta des réticences et imposa un conditionnel⁵⁶ (« aurait été coulé »), ses derniers scrupules⁵⁷ tombèrent face aux bénéfices économiques (accroissement des ventes) et réputationnels (réaffirmer l'indépendance d'un journal qui, sous Valéry Giscard d'Estaing, s'était clairement ancré à gauche)⁵⁸. En effet, le journalisme d'investigation s'associe étroitement au souci publicitaire des journaux⁵⁹.

Pour autant, où se situe l'enquête, l'investigation ? Dans ce cas précis, comme dans de nombreux autres, les journalistes se contentent d'incarner des réceptacles de fuites (des boîtes à lettres⁶⁰), de les mettre en forme et de les publier sans même s'efforcer de les corroborer.

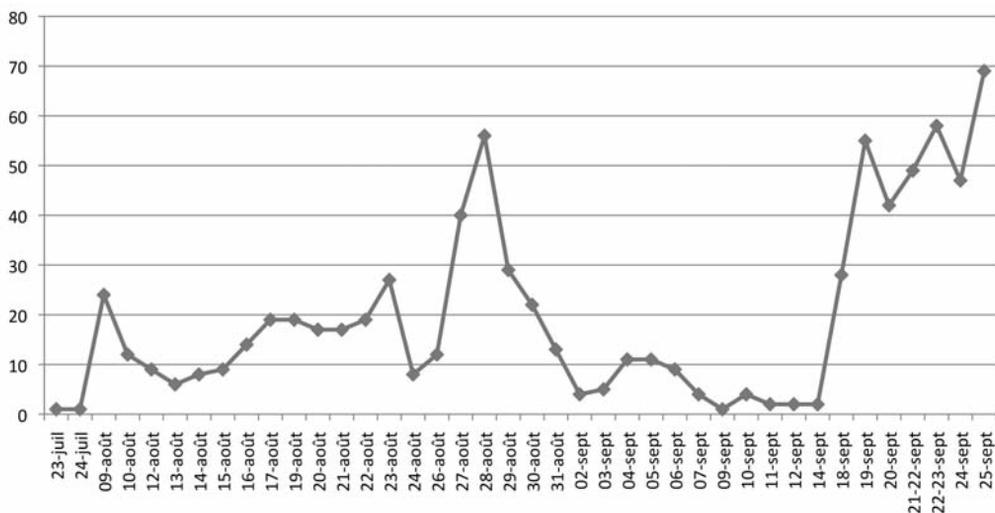
Il semblerait que le journalisme d'investigation ne corresponde qu'à un « label », à une prestigieuse étiquette sans réels fondements méthodologiques. Il demeure, en somme, du simple journalisme reposant sur la relation d'une source à un rédacteur dont on attend un certain degré d'analyse.

Et certains d'évoquer une « *feuilletonnisation*⁶¹ » de l'affaire ; mais en réalité, l'affaire en elle-même comportait des éléments romanesques, une sorte de « *James Bond, modèle revu et corrigé façon française*⁶² » ; les médias se sont contentés de glaner des informations, créant involontairement des rebondissements liés à leurs tâtonnements. La feuilletonnisation correspond donc à une reconstruction *ex post* destinée à « lisser » l'histoire, les errements d'une enquête.

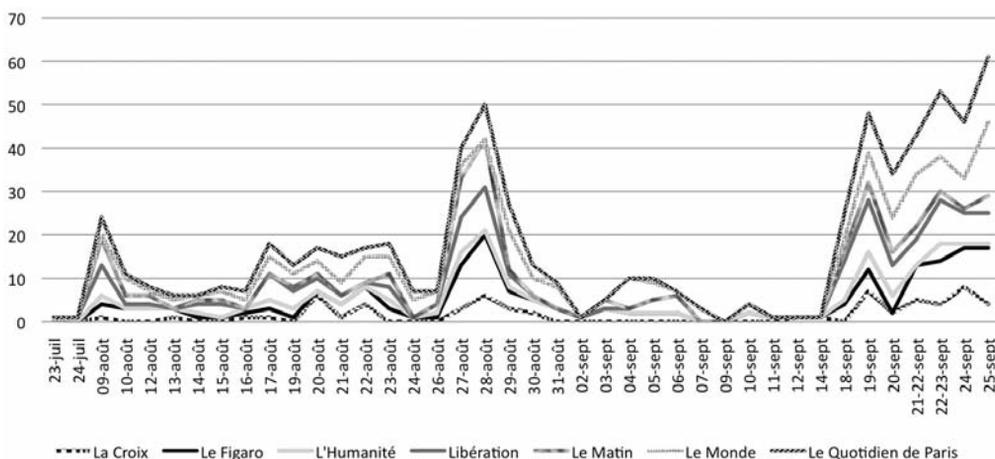
L'affaire du *Rainbow Warrior* a cristallisé ces interrogations et contradictions puisque la majeure partie de la presse s'est définitivement convertie à l'investigation, assurant un processus entamé une dizaine d'années plus tôt. Edwy Plenel y a gagné ses lettres de noblesse, lui dont le mérite s'est uniquement mesuré à l'aune des erreurs du pouvoir politique, de ses adversaires⁶³.

Comment la troisième équipe de la DGSE a-t-elle pu faire couler... autant d'encre ?

Variations de la publication de la presse pendant l'affaire du *Rainbow Warrior* (en nombre d'articles¹)



Variations de la publication de la presse quotidienne pendant l'affaire du *Rainbow Warrior* (en nombre d'articles²)



1. Graphique réalisé grâce à la consultation des 785 articles présents dans les dossiers de presse réalisés par la bibliothèque de Sciences Po. Nous estimons ces dossiers relativement complets (marge d'erreur de 10% ; la seule carence constatée concernait L'Événement du Jeudi et VSD). Nous précisons que nous avons comptabilisé les publications du Monde au jour de leur datation et non de leur publication.

2. Les remarques du graphique 1 s'appliquent également à cette figure. Nous avons pris l'initiative de ne pas comptabiliser La Lettre de la Nation et Les Échos en raison du nombre peu élevé de leurs publications pendant l'affaire (inférieur à 5). Par ailleurs, nous n'avons réalisé aucun graphique concernant les 13 hebdomadaires présents dans les dossiers de presse en raison du caractère contracyclique de leurs publications.

Chronologies croisées de l'Affaire *Rainbow Warrior*

Date	En Nouvelle-Zélande	Dans la presse
10/07	A 23h50, dans le port d'Auckland, le <i>Rainbow Warrior</i> subit une explosion qui cause le décès de Fernando Pereira.	
12/07	Interpellation de deux touristes suisses, les Turenge ; la police retrouve du matériel de plongée français.	
18/07		
23/07	Inculpés de meurtre, les Turenge encourent la prison à perpétuité. Le premier ministre David Lange accuse des « éléments étrangers » d'avoir pris part à l'attentat d'Auckland.	
24/07		Les soupçons se portent sur de riches hommes d'affaires calédoniens souhaitant empêcher Greenpeace d'entraver les essais nucléaires.
26/07	Un mandat d'arrêt international est lancé contre les 4 passagers de l'Ouvéa.	
6/08	2 inspecteurs néo-zélandais arrivent à Paris.	
7/08		L'appartenance de Sophie Turenge à la DGSE est révélée (<i>VSD, Événement du jeudi</i>) ; la presse étudie en priorité la piste de l'extrême droite et considère que l'enquête de B. Tricot transforme le fait divers en « affaire d'État ».
8/08		
9/08	David Lange affirme que rien n'était la thèse de l'implication de la DGSE.	Certitude de l'implication des services français : soit la DGSE a agi d'elle-même, soit elle a monté un coup tordu contre le pouvoir politique ; Roger Wybot évoque une éventuelle manipulation de services étrangers (in <i>Le Matin</i>).
12/08		<i>Le Monde</i> évoque une mission de surveillance effectuée par les Turenge ; les thèses officielles sont attaquées. Quatre pistes existent : anglaise, néo-zélandaise, française, soviétique (impliquant également la France) ; la piste d'extrême droite semble abandonnée. Le dispositif des trois équipes est décrit sans le nommer (R. Faligot dans <i>Le Figaro</i>).
13/08	Trois inspecteurs néo-zélandais rejoignent leurs collègues à Paris.	

Comment la troisième équipe de la DGSE a-t-elle pu faire couler... autant d'encre ?

Articles d'Edwy Plenel	Le pouvoir politique en France
	Le ministre de l'Intérieur informe le Président de la République de l'implication de la DGSE.
	F. Mitterrand demande à L. Fabius « d'ordonner sans délai une enquête rigoureuse » ; le Premier ministre confie cette mission à Bernard Tricot.
EP, « M. Bernard Tricot va enquêter sur l'attentat contre le bateau de Greenpeace », <i>Le Monde</i> , 9 août 1985.	
Edwy PLENEL, « Les policiers reprennent l'enquête au départ », <i>Le Monde</i> , 10 août 1985.	
Edwy PLENEL, « Les trois vraies questions de l'enquête », <i>Le Monde</i> , 13 août 1985.	

Chronologies croisées de l'Affaire *Rainbow Warrior*

Date	En Nouvelle-Zélande	Dans la presse
14/08		
15/08		<i>VSD</i> implique l'Élysée (JL Bianco et le général Saulnier) et présente un scénario avec 3 équipes reprenant l'hypothèse présentée par <i>Minute</i> . L'Événement du jeudi met en cause le ministère de la Défense et présente également un scénario avec au moins trois équipes (dont des mercenaires).
16/08		<i>L'Express</i> révèle l'identité de Dominique Prieur et retrace avec fidélité le déroulement de l'opération; <i>Le Figaro</i> laisse entendre qu'un homme de l' <i>Ouvéa</i> a posé la bombe; il est désormais évident qu'il s'agit d'une opération de la DGSE. Charles Hernu est en première ligne des attaques de la presse.
17/08		
19/08		La presse s'interroge toujours sur l'identité des poseurs de bombes, sur le donneur d'ordres et le degré de connaissance de l'Élysée (oubliant Hernu).
20/08	La NZ se dit prête à poursuivre la France si la DGSE est impliquée.	
21-25/08		Apaisement dans l'attente du rapport Tricot (hormis <i>L'Humanité</i>); conviction partagée d'une mission de surveillance de la DGSE; <i>L'Express</i> révèle l'identité de l'agent infiltré chez Greenpeace; le <i>JDD</i> révèle l'identité d'Alain Mafart (25/08) mais l'information n'est pas relayée.
26/08	Le Premier ministre Lange met en doute les conclusions du rapport, mais dit attendre l'allocution de Laurent Fabius avant d'agir.	
27/08	David Lange se dit satisfait de la déclaration de Laurent Fabius mais affirme que l'amitié avec la France est morte.	
28/08		La presse s'interroge sur l'identité des poseurs de bombe; <i>Le Matin</i> suppute le renfort d'autres personnes en appui des deux équipes. La presse ne se satisfait pas du rapport qui laisse subsister de nombreuses zones d'ombres. <i>Le Monde</i> évoque un cadeau empoisonné pour Laurent Fabius.

Comment la troisième équipe de la DGSE a-t-elle pu faire couler... autant d'encre ?

Articles d'Edwy Plenel	Le pouvoir politique en France
Edwy PLENEL, « Un rapport à M. Mitterrand a déclenché l'enquête », <i>Le Monde</i> , 15 août 1985.	
Edwy PLENEL, « Le pouvoir presse M. Tricot de remettre son rapport », <i>Le Monde</i> , 16 août 1985.	Laurent Fabius demande à Bernard Tricot de hâter la remise de son rapport.
EP, « La DGSE est bien responsable de l'attentat contre le Rainbow Warrior », <i>Le Monde</i> , 17 août 1985.	La classe politique commente peu l'affaire, hormis les écologistes et les communistes.
EP, « Un cinquième homme et une fuite à la DGSE », <i>Le Monde</i> , 18-19 août 1985.	
	Le PS condamne l'opération (21/08). Les centristes tirent l'affaire sur le plan des responsabilités politiques et C. Pasqua réclame la démission de L. Fabius... en réaction aux commentaires de la presse sur le silence coupable de l'opposition. L'opposition réaffirme néanmoins son attachement à la dissuasion nucléaire.
	Remise du rapport qui innocente le gouvernement et la DGSE. L'opposition, les Verts et les Communistes mettent timidement en cause les conclusions de B. Tricot qui, le soir même à la télévision, n'exclut pas avoir été berné.
	L. Fabius fait une déclaration depuis Matignon : il stigmatise des carences au sein de la DGSE, s'interroge sur les coupables, évoque un éventuel contrôle parlementaire et attend de plus amples informations de la part de la Nouvelle-Zélande.
Edwy PLENEL, « Contradictions », <i>Le Monde</i> , 29 août 1985.	L. Jospin constate l'innocence du gouvernement et des agents de la DGSE, mais confesse que le rapport n'emporte pas l'adhésion puisqu'il ne révèle pas qui a posé les bombes; le RPR attaque L. Fabius; l'UDF dénonce une imposture.

Chronologies croisées de l'Affaire *Rainbow Warrior*

Date	En Nouvelle-Zélande	Dans la presse
30/08	La presse avance que des traces d'explosifs auraient été découvertes à bord de l' <i>Ouvéa</i> . Il s'agit de fuites sciemment orchestrées.	La presse considère la date du 4 novembre (date de l'audience en NZ) comme la prochaine étape de l'affaire; les articles se raréfient et traitent des éventuelles solutions judiciaires et juridiques. Le caractère d'arme à double tranchant du rapport Tricot est souligné. Les journalistes s'interrogent toujours sur l'identité des poseurs de bombes; l'implication de la DGSE ne soulève aucun doute mais l'idée circule que les agents auraient outrepassé leur mission. Le rôle des services anglais est pointé du doigt. <i>Le Canard Enchaîné</i> du 11/09 évoque, dans un entrefilet, l'hypothèse d'une troisième équipe.
1-16/09		
17-18/09		La presse reprend les révélations du <i>Monde</i> (omettant, dans sa majorité, le rôle du <i>Canard Enchaîné</i>) et affirme Charles Hernu menacé.
19/09		La presse s'interroge sur l'implication du Président de la République.
20/09		<i>L'Express</i> dévoile des informations qui viennent étayer l'article du <i>Monde</i> .
21-22/09		La presse pose à nouveau la question de la responsabilité du Président de la République et du Premier ministre; elle revient sur la démission de Charles Hernu; Pierre Joxe est désigné comme l'auteur des fuites; les journalistes jugent la démission d'Hernu insuffisante car ne répondant pas à la question du donneur d'ordres.
23-24/09		Matignon est directement mis en cause dans le montage financier de l'opération, d'autant que Charles Hernu refuse d'avouer qu'il a donné l'ordre de couler le navire.
25/09		

Comment la troisième équipe de la DGSE a-t-elle pu faire couler... autant d'encre ?

Articles d'Edwy Plenel	Le pouvoir politique en France
Edwy PLENEL, « La réforme de la DGSE serait de portée limitée », <i>Le Monde</i> , 31 août 1985.	
Edwy PLENEL, « Les mystères de Londres », <i>Le Monde</i> , 4 septembre 1985.	F. Mitterrand visite le site de Mururoa (13-14/09) et, à son retour, envoie une lettre à David Lange lui demandant de ne plus présenter la France comme responsable de l'attentat.
<p>- Bertrand LE GENDRE et Edwy PLENEL, « Le <i>Rainbow Warrior</i> aurait été coulé par une troisième équipe », <i>Le Monde</i>, 18 septembre 1985.</p> <p>- EP, « Le chaînon manquant », <i>Le Monde</i>, 18 septembre 1985.</p> <p>- EP, « La mise au point de M. Hernu ne lève pas les contradictions officielles », <i>Le Monde</i>, 19 septembre 1985.</p>	Charles Hernu conteste la version du Monde mais n'exclut pas qu'on lui ait menti. L'opposition (notamment l'UDF) demande des comptes à Laurent Fabius et François Mitterrand.
Bertrand LE GENDRE et Edwy PLENEL, « De nouvelles précisions contredisent les affirmations de M. Hernu », <i>Le Monde</i> , 20 septembre 1985.	F. Mitterrand demande à Ch. Hernu de diligenter une enquête consécutivement aux dernières révélations, et prie L. Fabius de procéder à des changements de personnes. L'amiral Lacoste refuse de fournir des explications au Premier ministre.
<p>- Bertrand LE GENDRE et Edwy PLENEL, « Les erreurs de M. Hernu », <i>Le Monde</i>, 21 septembre 1985.</p> <p>- Edwy PLENEL, « Une opération classique », <i>Le Monde</i>, 21 septembre 1985.</p>	C. Hernu démissionne à la demande du Premier ministre mais affirme qu'on lui a menti ; P. Quilès lui succède ; l'amiral Lacoste est limogé ; L. Fabius écrit au Président de la République afin de se dédouaner.
	Laurent Fabius intervient à la télévision (22/09) : la DGSE a coulé le navire sur ordre ; un nouveau chef de la DGSE va être nommé ; le gouvernement est favorable à une commission d'enquête parlementaire. L'opposition attaque L. Fabius et le somme de rendre des comptes.
Edwy PLENEL, « Les auteurs du sabotage du <i>Rainbow Warrior</i> auraient bénéficié d'un feu vert politique », <i>Le Monde</i> , 25 septembre 1985.	
Bertrand LE GENDRE et Edwy PLENEL, « M. Laurent Fabius pris au piège », <i>Le Monde</i> , 26 septembre 1985.	

Notes

¹ Nous tenons à exprimer notre gratitude à Olivier Forcade sans qui nous n'aurions entrepris cette « plongée » dans les mœurs journalistiques ; nous remercions également Jean Guisnel, Sébastien Laurent, Jean-Louis Validire et notre mère pour leur précieux soutien au cours des longs mois nécessaires à cette enquête. Enfin, que tous les témoins cités dans cet article soient assurés de notre reconnaissance.

² On peut constater ce désintérêt au moyen du graphique 1 placé en annexe.

³ Le 15 juillet, François Le Mouël, chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste auprès du ministre de l'Intérieur Pierre Joxe, informe le Directeur général de la Police nationale Pierre Verbrugge des soupçons qui pèsent sur la DGSE. Ce dernier prévient alors le ministre qui avertit le Président de la République (témoignage de Pierre Joxe cité in Laurent Huberson, *Enquête sur Edwy Plenel : de la légende noire du complot trotskiste au chevalier blanc de l'investigation*, Paris, Le Cherche Midi, 2008, p. 268-269 ; confirmé in Pierre Joxe, *Pourquoi Mitterrand ?*, Paris, Points, 2006, p. 96.). Par ailleurs, selon Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut, *Enquête sur trois secrets d'État*, Paris, Robert Laffont, 1986, p. 159, Patrick Careil, directeur du cabinet du ministre de la Défense Charles Hernu, aurait téléphoné au cabinet du Premier ministre dès le 16 juillet pour l'informer de la détention de deux agents de la DGSE. Cet élément viendrait étayer l'affirmation de Franz-Olivier Giesbert, *Mitterrand : une vie*, Paris, Seuil, 1997, p. 700, selon laquelle François Mitterrand et Laurent Fabius auraient été informés très tôt de l'implication de la DGSE.

⁴ In Pascal Krop, *Silence, on tue : crimes et mensonges à l'Élysée*, Paris, Flammarion, 2001, p. 52.

⁵ Se reporter au graphique 1 précité : on observe clairement que la révélation du 8 août suscite un intérêt médiatique croissant qui atteint un acmé provisoire le 23 août. Puis, l'attente de la remise du rapport Tricot suscite une accalmie.

⁶ Se reporter à notre tableau chronologique placé en annexe.

⁷ Se reporter au graphique 2 placé en annexe.

⁸ A titre d'exemple, lire l'article d'Edwy Plenel, « La DGSE est bien responsable de l'attentat contre le *Rainbow Warrior* », *Le Monde*, 17 août 1985. Pascal Krop abonde dans notre sens lorsqu'il écrit « *la presse française [...] souhaite maintenant que des têtes tombent* », *op. cit.*, p. 92.

⁹ Cet élément n'implique aucunement que cessent les investigations menées ; les envoyés spéciaux en Nouvelle-Zélande continuent d'enquêter et d'autres sont dépêchés en Angleterre ; grâce à ce dispositif, quelques révélations mineures seront réalisées au début du mois de septembre (se reporter au frémissement observable sur le graphique 1).

¹⁰ Conversation informelle avec Gilles Ménage ; ce dernier a toujours été sceptique concernant l'opportunité de l'enquête menée par Bernard Tricot, et convaincu que le scandale éclaterait tôt ou tard ; les nombreuses notes adressées en ce sens au Président de la République n'ont eu aucun effet. A ce sujet, se reporter à Gilles Ménage, *L'Oeil du pouvoir I, Les affaires de l'État, 1981-1986*, Paris, Fayard, 1999, 877p.

¹¹ Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut, *op. cit.*, p. 213.

¹² Cf. le graphique 2 placé en annexe.

¹³ Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut, *op. cit.* Nous avons interrompu nos investigations au 25 septembre 1985 car seule la période 11 juillet-18 septembre intéressait directement notre étude.

¹⁴ Le lieutenant-colonel Dillais supervisa l'opération en Nouvelle-Zélande et Christine Cabon avait infiltré Greenpeace quelques semaines auparavant. Tous deux appartenaient à la DGSE.

¹⁵ Conversation informelle avec l'amiral Lacoste.

¹⁶ Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut, *op. cit.*, p. 215.

¹⁷ Tant dans « Le Chaînon manquant » que dans l'article révélant l'existence d'une troisième équipe, il est patent qu'Edwy Plenel manque d'informations complémentaires ; ce qui le conduit à poser la question du donneur d'ordre (à spéculer) et à revenir sur les détails de l'opération.

¹⁸ Roger Faligot, « La DGSE recrute même... au ministère de l'Agriculture », *Le Figaro*, 12 août 1985.

¹⁹ In Bernard Veillet-Lavallée et Pascal Krop, « Voici par qui et comment l'opération a été organisée », *L'Événement du jeudi*, 15 août 1985. Pascal Krop revendiquera d'ailleurs à juste titre cette antériorité, voir Pascal Krop, « Greenpeace : Hernu le dos au mur », *L'Événement du Jeudi*, 19 septembre 1985.

²⁰ A ce titre, se reporter à l'article de Noël-Jean Bergeroux, « Greenpeace : la tempête », *L'Express*, 20-26 septembre 1985, selon lequel les milieux militaires et journalistiques bruisaient de cette information. L'élément est formellement démenti par Jean Guisnel, grand spécialiste des questions de défense, qui enquêtait alors sur l'affaire, conversation téléphonique du 2 septembre 2010.

²¹ Entretien du 8 juin 2010 avec Gilles Ménage ; au cours de cet entretien, l'ancien directeur du cabinet de François Mitterrand nous présenta une copie de cette note.

²² In Gilles Ménage, *op. cit.*, p. 807. Version confirmée par Claude Angeli, entretien du 16 juin 2010.

²³ In Bernard POULET, *Le pouvoir du Monde : quand un journal veut changer la France*, Paris, La Découverte, 2003, p. 219 ; affirmation réitérée lors d'un entretien accordé à Laurent Huberson, *op. cit.*, p. 290.

²⁴ Entretien du 16 juin 2009 avec Edwy Plenel.

²⁵ Bertrand Le Gendre cosigne l'article uniquement pour apporter sa caution morale.

²⁶ Se reporter à la chronologie placée en annexe.

²⁷ In Laurent Huberson, *op. cit.*, p. 271.

²⁸ Entretien du 22 juin 2010 avec Edwy Plenel.

²⁹ Entretien du 22 juin 2010 avec Edwy Plenel.

³⁰ Entretiens précités avec Edwy Plenel. Version également citée par Karl Laske et Laurent Valdigué, *Le vrai Canard*, Paris, Stock, 2008, p. 262, ainsi que par Georges Marion, entretien du 8 décembre 2009. Dans les deux cas, les journalistes en concluent qu'Edwy Plenel ne prenait pas cette hypothèse au sérieux. Guy Perrimond, conseiller en communication auprès de Pierre Joxe, fournit un témoignage semblable : le journaliste du *Monde* aurait pris contact avec lui pour « tester son scoop », entretien du 21 avril 2009. Mais le témoignage de Guy Perrimond est soumis à caution dans la mesure où l'homme tend ainsi à prouver que Pierre Joxe n'était pas à l'origine des fuites.

³¹ Entretien du 16 juin 2010 avec Claude Angeli.

³² Georges Marion, *Profession « fouille-merde »*, Paris, Seuil, 2008, p. 15.

³³ Il s'agit, selon les journalistes, d'anciens et de proches de la DGSE, de policiers, de membres de cabinets ministériels, de militaires proches de l'opposition, et de l'entourage de François Mitterrand.

³⁴ Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut,

« Troisième commando : un officier et un sous-officier d'Aspretto », *L'Express*, 20-26 septembre 1985. Dans les articles suivants (19, 20 et 21 septembre), Edwy Plenel se contente de résumer les informations déjà connues, de poser des questions gênantes et de louer l'enquête de ses confrères de *L'Express*.

³⁵ Entretien du 22 juin 2010 avec Edwy Plenel.

³⁶ Edwy Plenel dénonce cet intérêt porté à ses sources, évoquant une conception policière et complotiste de l'histoire (entretien du 22 juin 2010 qui reprend presque mot pour mot un article anonyme du *Monde*, « Gorge profonde ? », *Le Monde*, 24 septembre 1985, dans lequel il est écrit : « *ce qui importe, c'est que les informations soient fiables, crédibles* ». On remarquera que la fiabilité et la crédibilité n'appartiennent pas au même registre). Toutefois, si nous prenons la liberté d'aborder la problématique des sources c'est uniquement parce qu'Edwy Plenel lui-même en fait longuement état dans son article.

³⁷ *Les Mots volés*, Paris, Stock, 1997.

³⁸ Edwy Plenel, *Le Journaliste et le Président*, Paris, Stock, 2006, p. 740

³⁹ Ce qu'il refuse pourtant d'admettre, évoquant le Consul comme une entité qui regroupe plusieurs sources (entretien du 16 juin 2009) ; mais, dans l'emportement d'un entretien difficile, Edwy Plenel nous a confié : « *il n'y a que trois personnes qui savent* » et d'énumérer Marion, lui-même et l'informateur, avant de promptement se ressaisir (entretien du 22 juin 2010).

⁴⁰ Voir *La Face cachée du Monde : du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, Paris, Mille et une nuits, 2003, p. 80.

⁴¹ Entretien du 6 octobre 2009 avec Pierre Péan. La clef littéraire correspond sans doute au roman de Stendhal (lui-même consul)

Lucien Leuwen ; œuvre acide contre la monarchie de juillet où les principales figures politiques de l'époque sont désignées par des codes. Nous remercions le professeur Yves Ansel, spécialiste de Stendhal, pour l'aide qu'il nous apporta, courriel du 21 octobre 2009.

⁴² *Op. cit.*, le journaliste confirme s'être inspiré du livre de Pierre Péan mais affirme (entretien du 27 octobre 2009) avoir corroboré cette information par le biais d'une source directe et d'une autre, indirecte.

⁴³ Georges Marion, *Profession « fouille-merde »*, *op. cit.*, p. 114-116. L'information corrobore la précédente citation d'Edwy Plenel et le témoignage confié à Laurent Huberson (*op. cit.*, p. 288) : « *mon informateur [...] a un rapport direct avec François Mitterrand* ».

⁴⁴ Georges Marion, *op. cit.*

⁴⁵ Entretien du 16 juin 2009 avec Edwy Plenel ; le journaliste en fait également état *in Le journaliste et le Président*, *op. cit.*, p. 189, où il décrit un P. Verbrugghe « *sympathisant des remuantes et indisciplinées jeunesse de la SFIO* » dans sa jeunesse.

⁴⁶ Entretien du 21 avril 2009 avec Guy Perimond ; élément confirmé par le préfet Jacques Fournet, entretien du 5 octobre 2009, et par Georges Marion, entretien précité.

⁴⁷ Cette assertion procède des nombreux entretiens que nous a octroyés Gilles Ménage. En outre, Edwy Plenel ne nous a-t-il confié : « *ceux qui furent mes sources, furent ses [Gilles Ménage] sources aussi* », entretien du 16 juin 2009.

⁴⁸ C'est le sentiment de Gilles Ménage, entretien du 14 octobre 2009. Pierre Joxe dit de Pierre Verbrugghe qu'« *il était livide, décomposé* » le jour où il comprit l'implication de la DGSE (témoignage cité *in* Laurent Huberson, *op. cit.*, p. 268-269). Edwy Plenel abonde dans ce sens lorsqu'il écrit : « *Vér-*

Comment la troisième équipe de la DGSE a-t-elle pu faire couler... autant d'encre ?

brugge est de ceux qui s'efforceront de [...] sauver [le pouvoir] malgré lui », *op. cit.*, p. 190.

⁴⁹ Selon Serge July, in *Les années Mitterrand : histoire baroque d'une normalisation inachevée*, Paris, Grasset, 1986, p. 242, « la « source » qui alimente *Le Monde* a voulu forcer la main à l'homme qui, à la tête de l'État, défend bec et ongles son ami, le ministre de la Défense. Une « gorge profonde » qui a un sens aigu de la survie du Président, qui, malgré lui, a pris sa défense par ce jeu d'ombre et de lumière parfaitement maîtrisé ».

⁵⁰ Edwy Plenel, « Le chaînon manquant », *Le Monde*, 18 septembre 1985.

⁵¹ Selon Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut, *op. cit.*, p. 249 ; confirmé par maître Soulez-Larivière, courriel du 9 septembre 2010.

⁵² Maître Soulez-Larivière souligne (courrier du 26 novembre 2009 et courriel du 9 septembre 2010) l'importance des aveux du Premier ministre, le 22 septembre 1985, dans les négociations juridiques qu'il menait avec l'attorney général.

⁵³ Cf. Edwy Plenel, « La mise au point de M. Henu ne lève pas les contradictions officielles », *Le Monde*, 19 septembre 1985 ; il y évoque un travail de plusieurs semaines.

⁵⁴ Entretien du 22 juin 2010 avec Edwy Plenel.

⁵⁵ Bernard Poulet écrit à propos du journalisme d'investigation : « le choix du vocable indique la volonté de faire du journalisme une arme politique. Il laisse percer le désir de placer la presse en surplomb de la société, d'en faire le directeur de conscience et surtout le mentor du pays. [...] L'investigation [...] implique que les faits ne disent presque jamais la vérité, que le ou les pouvoirs

veulent cacher aux citoyens. A ce titre, elle est l'expression d'un journalisme de combat et de suspicion systématique », *op. cit.*, p. 149.

⁵⁶ Entretien du 18 juin 2009 avec André Fontaine.

⁵⁷ Exprimés à mots couverts dans un éditorial : André Fontaine, « Les suites de l'affaire Greenpeace agitent la classe politique », *Le Monde*, 19 septembre 1985.

⁵⁸ Bernard Poulet, *op. cit.*, p. 74 et 94. Également affirmé par Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde, 1944-2004*, Paris, Albin Michel, 2004, p. 94.

⁵⁹ Dominique Marchetti, « Le « journalisme d'investigation » : genèse et consécration d'une spécialité journalistique », in Jean-Louis Briquet et Philippe Garraud, (dir.), *Juger la politique : entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, PUR, 2001, p. 177.

⁶⁰ L'expression est citée par Dominique Marchetti, *loc. cit.*, p. 172. Pour de plus amples développements sur le journalisme d'investigation et la problématique des sources nous renvoyons le lecteur à cette étude.

⁶¹ Laurent Huberson, *op. cit.*, p. 305. Phénomène également évoqué par Bernard Poulet, *op. cit.*, p. 135. Edwy Plenel lui-même nous a expliqué : « il faut savoir feuilletonner, il ne faut pas tout donner », entretien du 16 juin 2009.

⁶² C.L., « Les barbouzes se portent bien », *L'Humanité*, 9 août 1985.

⁶³ « Les journalistes ont alors bénéficié de l'incohérence de la position de la position gouvernementale et de confidences incontrôlées », in Gilles Ménage, *op. cit.*, p. 737.